



Le personnel médical révolutionnaire féminin dans le district de Tram Kak

Sokhym Em

Privilégiant les femmes paysannes illettrées vivant dans les coins reculés du pays, le Kampuchéa démocratique (KD) confiait aux femmes de base (celles qui résidaient dans des zones libérées avant 1975) des postes importants au sein du parti. Les femmes originaires de Tram Kak étaient chargées de surveiller d'autres femmes originaires de différentes régions. Les infirmières de l'ensemble ou presque des hôpitaux de Phnom Penh provenaient du district de Tram Kak et d'autres districts de la province du Takeo. En 1977, un grand nombre de femmes originaires du Tram Kak ont été dispersées un peu partout dans la province de Takeo afin de surveiller et de contrôler les populations dans les différentes régions de cette province. Ces femmes jouissaient de privilèges et de responsabilités supplémentaires car le parti leur avait offert une éducation politique avant beaucoup d'autres. Les Khmers rouges avaient fait de Tram Kak une base pour leur lutte armée. Le parti a fait du district un district modèle pour les vingt districts de la zone Nord-Ouest.

Selon un document sur la politique à l'égard des femmes, l'*Angkar* considérait les femmes comme une force importante pour mener la révolution et affaiblir la puissance, l'économie et la culture de l'ennemi, car elles représentaient 50 % de la population cambodgienne totale.

Dans un document produit lors du procès des Khmers rouges en 1979, Kry Benghong a indiqué qu'entre 1977 et 1978, l'*Angkar* avait confié des fonctions de supervision dans la zone Est à une série de femmes originaires du sud-ouest. Dans le district de Kang Meas, Thy était chargée de contrôler et d'examiner la population. Selon elle, la population du sud-ouest était influente. Thy était habilitée à procéder aux exécutions.

La médecine était une discipline que les femmes du Kampuchéa démocratique étaient désireuses d'apprendre en raison du prestige que cela leur procurait. Ce prestige amenait la plupart des infirmières à prendre trop d'assurance. L'*Angkar* considérait le travail médical comme relevant des « affaires sociales ». Le secteur de la santé était la deuxième priorité, après la défense. Les Khmers rouges avaient pour devise : « les filles doivent être élevées en

vue d'intégrer le personnel médical et les garçons, de devenir des soldats ». Cette devise était utilisée par les cadres comme par la population.

Les jeunes filles de douze ou treize ans quittaient leurs parents et se portaient volontaires pour intégrer le personnel médical, essentiellement en vue d'éviter l'oppression par leur autorité locale. Certaines choisissaient de devenir infirmières car leurs amis les accusaient d'avoir peur des champs de bataille. On trouvait quelques filles de cadres parmi le personnel médical. Chin, Som et beaucoup d'autres filles du village de Moeungcha, sous-district de Cheang Taung, district de Tram Kak, se sont mises au service de la révolution dans l'espoir de devenir infirmières.

Som a été envoyée à Phnom Penh pour travailler dans un hôpital. Elle a été initiée à la médecine par ses collègues infirmières. Les quatre filles de Ta Mok, dont l'une s'appelait Lin, *alias* Krou, étaient infirmières dans la zone Sud-Ouest. Le camarade Chea, le secrétaire de la Région 25, avait envoyé sa fille chez la camarade Phea (Ieng Thirith) dans un hôpital pour enfants – P-1. Sem Chan est devenue infirmière parce que Boeun avait déclaré qu'« en tant qu'enfants khmers, nous ne devons pas rester les bras croisés, nous devons apprendre la discipline médicale, sans quoi personne ne prendra la suite de nos camarades révolutionnaires ». Les trois enfants de Ieng Thirith étaient cadres aux affaires sociales à Phnom Penh. Minh a intégré le personnel de l'hôpital P-1 parce qu'elle était la fille de Ieng Thirith, ministre des affaires sociales, et de Ieng Sary, ministre des affaires étrangères et vice-premier ministre.

Durant la première phase de la lutte dans la jungle, l'*Angkar* ne s'intéressait pas trop à la biographie des gens. Dès qu'une femme choisissait de rejoindre la révolution, l'*Angkar* l'acceptait. Une fois la victoire remportée, l'*Angkar* n'a plus appliqué qu'une politique dans le domaine du recrutement médical : « le personnel médical révolutionnaire doit provenir de familles paysannes, car la classe paysanne est essentielle... ». La plupart des membres du personnel médical dans le district de Tram Kak étaient des filles illettrées issues de familles paysannes.

L'*Angkar* n'employait pas l'ancien personnel de l'ancienne société [*Sangkum Reastr Niyum*] car elle le considérait comme faisant partie de l'oppression exercée par le peuple féodal et capitaliste, qui empoisonnait l'esprit des femmes et les amenait à adopter une vision basée sur les classes. Pol Pot a déclaré, dans un entretien accordé à une délégation belge le 5 août 1978, que « la culture du Kampuchéa démocratique est une culture totalement nouvelle... qui ne comporte aucun aspect réactionnaire ». L'*Angkar* ne faisait pas confiance à ceux qui avaient fait des études supérieures. L'*Angkar* privilégiait les femmes paysannes

parce qu'« elles ne sont pas allées à l'école comme les autres, trop occupées qu'elles étaient à œuvrer en faveur de la révolution ».

Dans le district de Tram Kak, l'*Angkar* choisissait avec beaucoup de soin les personnes chargées de travailler dans les différents secteurs. L'*Angkar* examinait et contrôlait les biographies des femmes avant de sélectionner les infirmières. Pour être crédibles, les femmes devaient effectuer des tâches rigoureuses pour convaincre l'*Angkar* de leur faire confiance. Étant donné que « toutes les institutions et tous les ministères suivaient une règle commune, chaque membre, à l'exception des membres du centre du parti, devait subir une série d'examens biographiques ». S'opposer à ce processus revenait à s'opposer à la méthode du parti et au rassemblement de forces du parti. Une lettre du Bureau 870 et une autre du camarade Son Sen, qui se fait appeler « Khieu », révélaient que « le personnel médical doit adopter une attitude politique et une classe sociale appropriées ». Son Sen a envoyé cette lettre à l'ensemble des divisions, des régiments, au P-98 et à la logistique pour qu'ils recrutent du personnel médical dévoué.

En 1978, Pol Pot a déclaré que « les soins de santé » ne devaient pas être offerts de manière capitaliste. D'après des entretiens réalisés avec d'anciens membres du personnel médical du district de Tram Kak, aucune des femmes du 17 avril (celles qui vivaient dans les zones libérées après 1975) n'a pu obtenir un emploi d'infirmière.

Quatre usines de médicaments à Phnom Penh avaient du retard dans leur production car leur personnel se composait de femmes analphabètes. Pol Pot a par conséquent recruté dans ces usines du personnel qualifié émanant de l'ancienne société.

Un hôpital situé dans le sous-district du Nord Trapeang Thom, district de Tram Kak, a été créé en 1975 et a fonctionné jusqu'en 1979. Il employait 96 personnes, sous la direction de Riel San. Selon les entretiens réalisés avec l'ancien personnel médical, les effectifs variaient. L'*Angkar* revoyait sans cesse la composition du personnel. Certains membres disparaissaient. D'autres étaient envoyés dans d'autres régions en raison de leur dynamisme et de leurs bons antécédents.

Les hôpitaux se composaient de cinq services : les maladies générales, l'obstétrique, la production de médicaments, les cuisines et la culture. Le service de production de médicaments était divisé en deux sous-services : les médicaments traditionnels et les médicaments modernes. Le personnel médical qui terminait son travail en avance devait effectuer des tâches supplémentaires proposées par l'*Angkar*. L'*Angkar* n'autorisait pas le personnel médical féminin à avoir du temps libre ou à perdre son temps : l'organisation attendait de ces femmes qu'elles soient elles aussi polyvalentes. Tous les membres du

personnel devaient savoir réaliser les différentes tâches possibles dans l'hôpital pour pouvoir remplacer leurs collègues en cas d'absence.

Dans les hôpitaux du district de Tram Kak, l'*Angkar* rangeait les patients dans deux catégories : les patients de base et les patients du 17 avril. Les patients ne recevaient que des comprimés produits par l'*Angkar*. C'était la même chose dans tous les hôpitaux. La plupart des patients étaient des gens du 17 avril – ceux que l'*Angkar* considérait comme des parasites. C'étaient des gens que l'*Angkar* maintenait à l'écart de la société du KD.

Les gens se préoccupaient peu de leur santé et de l'hygiène compte tenu de la famine. Ils mangeaient tout ce qu'ils trouvaient et buvaient de l'eau destinée aux champs. À côté de cette alimentation peu hygiénique, on les forçait à travailler jusqu'à l'épuisement dans un climat chaud et humide, les rendant sensibles aux maladies. D'après un entretien réalisé avec Riel San, comptable et ancienne membre du personnel médical vivant dans le district de Tram Kak, la plupart des gens du 17 avril enflaient sous l'effet de la malnutrition. L'*Angkar* expliquait que cette maladie était due à des « produits chimiques toxiques » qui avaient été répandus partout par les États-Unis. Ces produits chimiques nuisaient à la santé des personnes et des animaux et leur étaient parfois fatals. Riel San a déclaré qu'entre cinq et vingt personnes du 17 avril mouraient chaque jour. Ces chiffres ne comprenaient pas les personnes qui décédaient dans les hôpitaux de sous-district, dans les sites de travail et à leur domicile. Pour pouvoir rester hospitalisées, les personnes du 17 avril avaient besoin d'un permis délivré par le personnel médical de leur site de travail, par leur chef d'équipe ou le chef du site de travail. Les patients étaient parfois accusés de souffrir de « fièvre idéologique ». Leur vie dépendait de ces personnes.

Sœur Aun a indiqué qu'aucun patient ne faisait semblant d'être malade. L'*Angkar* les accusait sans raisons. Tous les patients étaient désespérément affamés. Ils volaient de tout. Elle avait elle-même l'habitude de voler du riz.

Les autres hôpitaux n'étaient guère différents de ceux de Tram Kak. L'*Angkar* était bien au fait de la pénurie de médicaments et de nourriture, les principales causes à l'origine de la malnutrition et des maladies généralisées. L'ironie de la chose, c'est que l'*Angkar* a déclaré, à la radio et dans les magazines, que « le ministère des affaires sociales et de la santé a réalisé des progrès considérables. La santé de la population s'améliore. L'*Angkar* a éradiqué le paludisme et les autres maladies sociales. Entre la mi-1977 et 1978, 392 000 enfants sont nés parmi une population de 7 800 000 personnes, soit 50 % de l'ensemble de la population. Le taux de mortalité est inférieur à 13 000. Le parti souhaite que la population passe de 15 à

20 millions de personnes en quinze ou vingt ans en s'efforçant davantage d'améliorer les conditions de vie et la santé de la population et en s'y intéressant davantage ».

La population de base était moins touchée par les maladies que les gens du 17 avril car elle s'était battue aux côtés des Khmers rouges et l'*Angkar* la favorisait systématiquement. Le personnel médical, qui était lui aussi composé de personnes de base, prodiguait les soins nécessaires à la population de base.

Dans les hôpitaux, les patients n'avaient pas le droit de se déplacer librement. Le personnel médical renvoyait les patients à leurs bases lorsqu'ils ne respectaient pas la réglementation hospitalière. De plus, le personnel médical était convaincu que le fait de pouvoir parler était un signe de rétablissement. Les patients n'avaient pas le droit de discuter avec le personnel.

Le taux de mortalité élevé dans les hôpitaux du Kampuchéa démocratique était notamment dû au fait que le personnel médical suivait une formation de trois mois à peine avant de pouvoir pratiquer la médecine. La plupart des membres du personnel étaient analphabètes et ne comprenaient pas les documents médicaux, dont une grande partie étaient rédigés en français ; les médicaments portaient eux aussi des noms français. Étant donné leur incapacité à comprendre les termes médicaux, ces infirmières ne s'y retrouvaient pas lorsqu'il s'agissait de prescrire des médicaments. Le chef d'un hôpital, Sim Leanghak, *alias* Sei, a présenté un rapport à l'occasion d'une réunion du comité central faisant intervenir Pol Pot, Nuon Chea, Khieu Samphan et Ieng Thirith. Il a déclaré que dans les hôpitaux du 17 avril, il était fréquent que des médicaments inappropriés soient administrés aux patients en raison de l'analphabétisme des infirmières. Ieng Thirith a reconnu que c'était difficile car le personnel médical féminin illettré était initié à la médecine par des médecins chinois.

Im a déclaré que Khan, le chef adjoint d'un hôpital, avait injecté un médicament inapproprié à un jeune homme du 17 avril, Kok Kraong. Quelques minutes après la piqûre, le patient s'est mis à hurler de douleur et est décédé. San a également évoqué un cas similaire. Elle a ajouté que l'infirmière concernée était illettrée et ignorait à quoi servait le médicament. Elle l'avait utilisé au hasard.

La formation médicale dans les hôpitaux de Tram Kak n'était pas différente de celle des autres hôpitaux. La stratégie consistait à se rappeler comment procéder aux injections et à reconnaître les symptômes. Lorsque le patient souffrait d'une maladie trop grave, on le laissait simplement mourir.

L'*Angkar* enseignait non seulement ce qu'elle appelait les « nouveaux enseignements médicaux », mais elle s'efforçait aussi d'apprendre au personnel médical à utiliser de

nouveaux médicaments et à en fabriquer au moyen de méthodes traditionnelles afin de mener à bien son projet de « Grand bond en avant et de réaliser l'objectif général de trois tonnes par hectare ». Le magazine *Tungpadevat* a un jour écrit ceci : « Les affaires sociales et la santé s'améliorent considérablement car les usines de fabrication de médicaments de Phnom Penh font la course pour produire des médicaments modernes et traditionnels au moyen de matières premières locales. Ces médicaments vont répondre aux besoins de la population. De plus, dans les zones, les régions, les districts et les coopératives, on trouve de nombreux services et hôpitaux autonomes qui mélangent les médicaments et qui sont prêts à offrir ce service ». Pol Pot a donné aux hôpitaux pour instruction de s'efforcer davantage de trouver des plantes ayant des propriétés médicinales et de « consulter les spécialistes de la médecine traditionnelle à propos des formules de fabrication des médicaments ».

Tram Kak comptait deux hôpitaux de district et douze hôpitaux communaux. Chacun possédait son propre service de fabrication de médicaments. Tous les hôpitaux devaient être indépendants dans la fourniture de médicaments. Lors d'une réunion du comité central, Diphon, qui se faisait appeler Thuk, un chef en dentisterie et en recherches sur le paludisme, a parlé des formules servant à fabriquer des médicaments traditionnels qu'il avait recueillies aux quatre coins du pays. Il a demandé l'autorisation de publier ces formules dans un livre. Phon a expliqué à l'*Angkar* qu'il disposait d'une série de formules et de plantes ; même la Thaïlande utilisait ses formules.

Thank, une spécialiste de la médecine traditionnelle dans un hôpital du Tram Kak, a déclaré que Ta Poun, le responsable de la fabrication des médicaments, lui avait donné pour instruction de mélanger des vésicules biliaires humaines avec de la farine et une série de plantes, puis de transformer le mélange en petits comprimés appelés « comprimés de crottes de lapin ». Ta Poun et les infirmières prélevaient les plantes médicinales dans des zones montagneuses éloignées, tandis que les vésicules biliaires leur étaient envoyées depuis le secteur de sécurité.

À côté des médicaments traditionnels, les hôpitaux de Tram Kak fabriquaient aussi des médicaments modernes. Pour fabriquer les médicaments liquides, ils commençaient par purifier de l'eau avant de la mélanger avec une sorte de levure médicale. Ils laissaient ensuite le mélange refroidir avant de le verser dans des bouteilles de Pepsi ou de Coca-Cola.

À côté de leurs activités médicales, les infirmières de Tram Kak devaient obéir à la discipline et à la morale de l'organisation. L'*Angkar* voulait qu'elles respectent ses « douze points de moralité ».

(La suite dans le numéro de novembre 2002)

Sokhym Em est membre du projet de promotion de la responsabilité.